

La place des armées dans la protection des Français



AU CONTACT

NOTRE ARMÉE, POUR VOUS

AGENDA DE LA PRESENTATION



- Le cadre d'engagement des armées à l'extérieur et sur le théâtre National
- Les missions et les moyens

AGENDA DE LA PRESENTATION



- Le cadre d'engagement des armées à l'extérieur et sur le théâtre National
- Les missions et les moyens

Le cadre juridique 1/3

Que dit la loi ? ...

- Code de la Défense : article premier
- La **stratégie de sécurité nationale** a pour objet d'identifier l'ensemble des **menaces et des risques** susceptibles d'affecter la vie de la Nation, notamment en ce qui concerne la **protection de la population, l'intégrité du territoire et la permanence des institutions de la République**, et de déterminer les réponses que les pouvoirs publics doivent y apporter.
- **L'ensemble des politiques publiques** concourt à la sécurité nationale.
- La **politique de défense** a pour objet d'assurer **l'intégrité du territoire et la protection de la population contre les agressions armées**

Le cadre juridique 2/3

Que dit la loi ? ...

- Code de la Défense : Article L1142-1

Le ministre de la défense est responsable de **la préparation et de la mise en œuvre de la politique de défense**

Il est notamment chargé :

- de la **prospective** de défense ;
- du **renseignement extérieur** et du **renseignement d'intérêt militaire** ;
- de **l'anticipation et du suivi des crises** ;
- du volet de **la politique de santé** ;
- de la **politique industrielle et de recherche...**

Le cadre juridique 3/3

Code de la Défense : Article L2321-2

Pour répondre à une **attaque informatique** qui vise les systèmes d'information affectant le **potentiel de guerre ou économique, la sécurité ou la capacité de survie de la Nation**, les services de l'Etat peuvent, dans les conditions fixées par le Premier ministre, procéder aux opérations techniques nécessaires **à la caractérisation de l'attaque et à la neutralisation de ses effets** en accédant aux systèmes d'information qui sont à l'origine de l'attaque.

Les services de l'Etat déterminés par le Premier ministre peuvent détenir des équipements, des instruments, des programmes informatiques et toutes données susceptibles **de permettre la réalisation d'une ou plusieurs des infractions prévues aux [articles 323-1 à 323-3 du code pénal](#)**, en vue d'analyser leur conception et d'observer leur fonctionnement.

Le cadre géostratégique

Les risques et les menaces ...

•Menaces de la **force**

- Augmentation / rénovation des arsenaux militaires (pays émergents ou ré-émergents)
- Beaucoup de conflits interétatiques gelés

•Risques de la **faiblesse**

- Zones de non-droit
- Fragilité des états notamment aux portes de l'Europe et en Afrique

•**Fragilités** découlant de la mondialisation

- Trafics en tous genres
- Diffusion des technologies et prolifération (balistique et NRBC)

– **Terrorisme**

- Dépendances accrues au **cyber** et à l'espace
- Densité des échanges (pandémies, prolifération)

•**Divers**

- Augmentation des catastrophes naturelles et technologiques

Le cadre général d'emploi en opérations extérieures

PRINCIPES GENERAUX

1

LEGITIMITE DEMOCRATIQUE

- Aux yeux des Français
- Aux yeux des pays (dirigeants – population) pour / chez lesquels nous intervenons
- Aux yeux de la communauté internationale



Impact majeur des médias

2

RESPECT du DROIT INTERNATIONAL



Implication des autres organisations régionales :

- UA
- CEDEAO
- CEEAC

- ...



Au minimum une résolution de l'ONU

Engagements extérieurs : le processus décisionnel



Le cadre juridique de l'engagement sur le territoire National

Aucune force militaire ne peut agir sur le territoire de la République pour les besoins de la défense et de la sécurité civiles sans une réquisition légale.

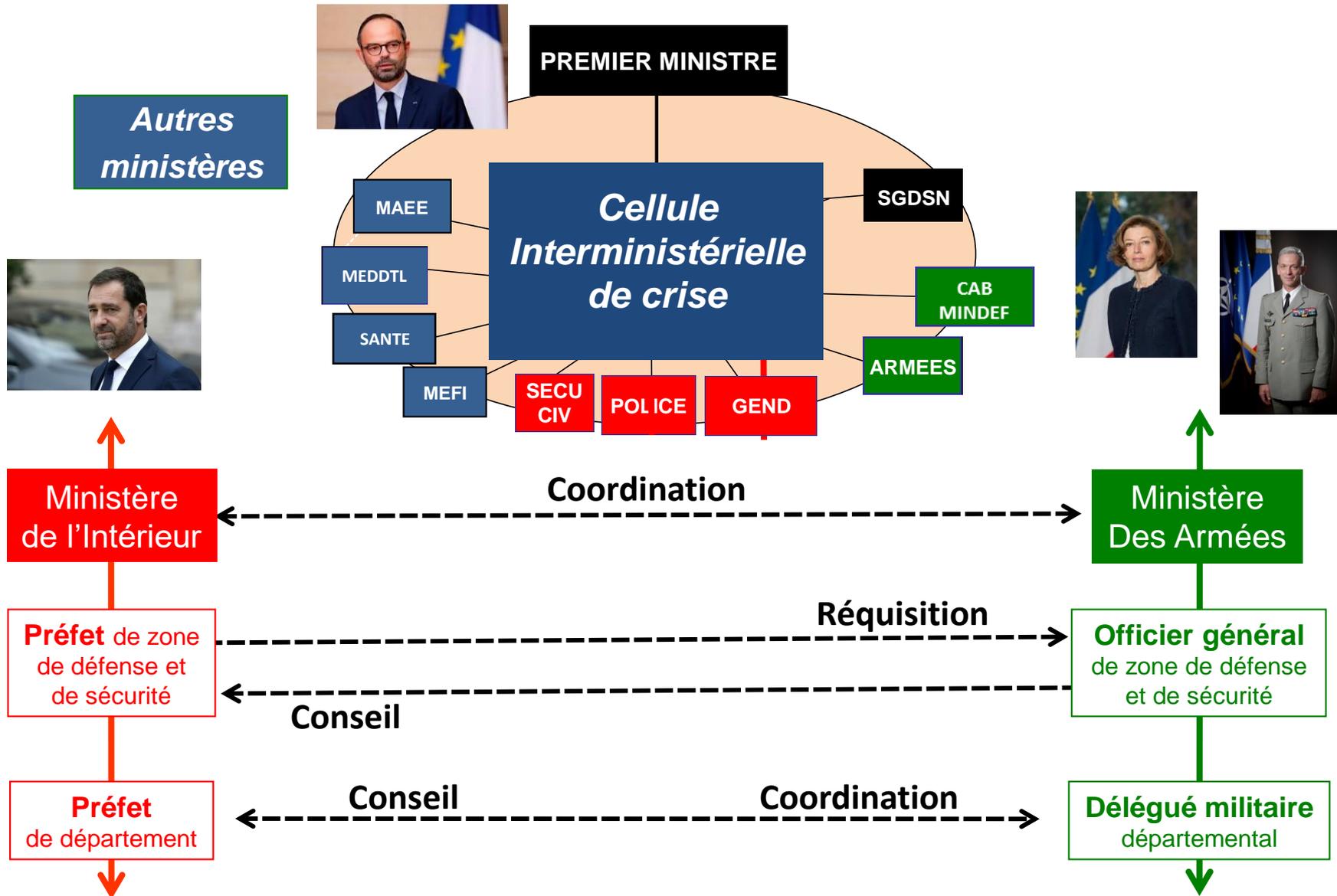
Art L.1321-3 du code de la défense

- ➔ Demande de concours
- ➔ Réquisition IIM500 (maintien de l'ordre)
- ➔ Réquisition judiciaire

Cadre d'usage de la force

- ➔ Légitime défense
- ➔ Constat d'un crime ou d'un flagrant délit
- ➔ Réquisition complémentaire spéciale

La gestion de crise sur le territoire National



AGENDA DE LA PRESENTATION



- Le cadre d'engagement des armées à l'extérieur et sur le théâtre National
- Les missions et les moyens

MISSIONS OPÉRATIONNELLES

OPÉRATIONS DE COMBAT



CONTRIBUTIONS MILITAIRES À L'ACTION DE L'ÉTAT



POSTURES PERMANENTES



La Défense de l'avant



ENGAGEMENTS OPÉRATIONNELS

Déploiements opérationnels des armées françaises

Plus de 30 000 militaires français engagés

- Forces de présence
- Forces de souveraineté

- Corymbe
- Atalante/EPE/CMF
- EUNAVFOR Med
- Atlantique Nord

Territoire national :



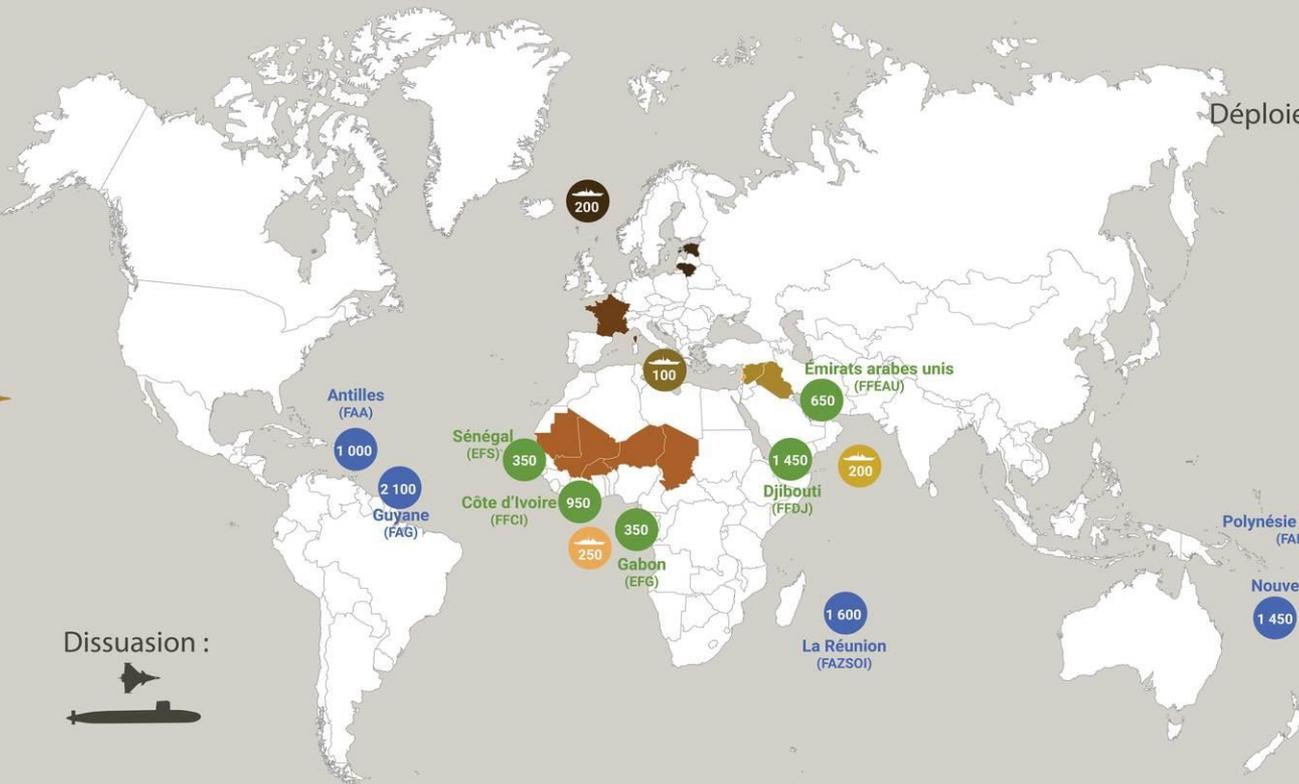
Opérations extérieures :



Mesures de réassurance OTAN



Dissuasion :



Participations aux opérations multinationales (ONU/UE)

République démocratique du Congo, Libéria, Sinaï, République centrafricaine, Mali, Sahara : 370

État-major des armées / mai 2018
@EtatMajorFR

Forces de présence 3 750
Forces de souveraineté 7 050

Opérations extérieures 7 200
Territoire National 13 000
(8400 ADT et 3 000 réservistes)

OTAN – UE – ONU 14%
Coalitions internationales 21%
Franco-Français 65%

SOUTIEN DES ARMÉES À L'ACTION DE L'ETAT

Partout en France

Lutte contre l'orpaillage illégal

Lutte contre le narco-trafic

Lutte contre la pêche illicite

Lutte contre l'immigration clandestine

Lutte contre les trafics d'armes

Maintien d'un climat de sécurité et de confiance

Manifestation de la souveraineté

Protection des ZEE

Protection du centre spatial guyanais

Participation au développement

Aide aux services publics et secours aux populations :

- soutien aux grands sommets
- recherche de personnes disparues
- lutte contre les feux de forêts
- réaction aux intempéries
- réaction aux catastrophes industrielles
- réaction aux pollutions

Défense du territoire contre les agressions extérieures

Participation à la lutte contre le terrorisme

Sauvegarde des approches maritimes

Sûreté aérienne

Renforcement de la sécurité générale

Protection des installations

Appui dans le domaine sanitaire

➔ « au fil de l'eau »
➔ crise majeure
➔ crise majeure renforcée

Polynésie française

Antilles

Guyane

Métropole

Réunion et Mayotte

Nouvelle Calédonie

MÉTROPOLE : 7 OGZDS / OUTRE-MER : 5 COMSUP

Importance du Théâtre National

« Hephæistos »



« Sentinelle »



« Harpie »



« Fourrage »



Deux armées primo intervenantes

« posture permanente de sauvegarde maritime » (PPSM)



« posture permanente de sûreté aérienne » (PPSA).

PREMIER MINISTRE

SG Mer

**Préfets maritimes
Cdt de zone maritime**

**Cdt Défense aérienne
(Lyon Mt Verdun)**



CEMA



MOYENS Marine

MOYENS Air



Un milieu terrestre spécifique

Posture de Protection Terrestre (PPT)



Des primo-intervenants naturels :

250 000 pompiers

100 000 gendarmes

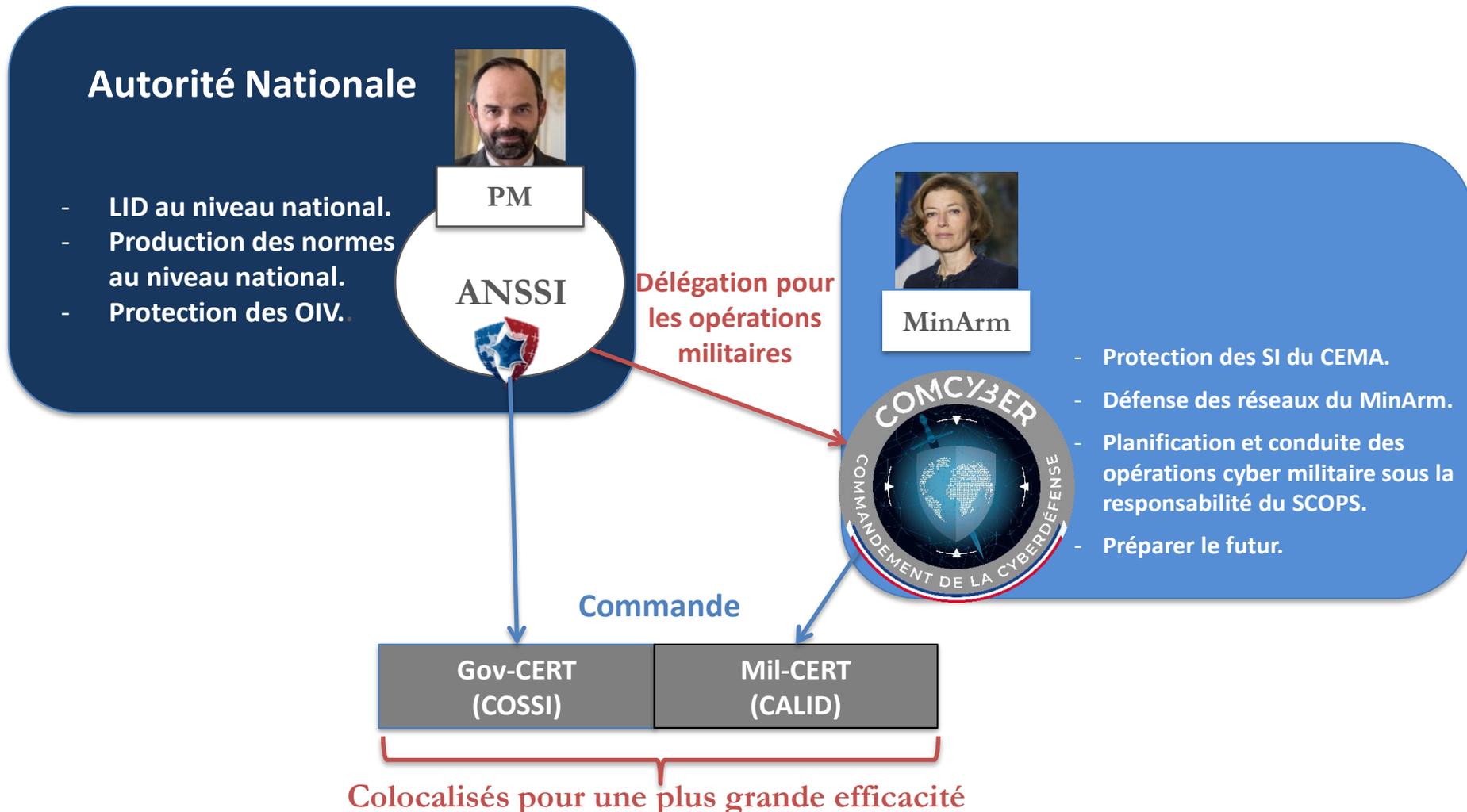
130 000 policiers



**Les armées
en « 2^e rideau »**

- Règle des 4 « i » : (*inexistant, indisponible, insuffisant, inadapté*)

L'organisation de la cyber au niveau national



CALID : Centre d'analyse en lutte informatique défensive

CERT-FR : Centre gouvernemental de veille, d'alerte et de réponse aux attaques informatiques

Projection sur le TN : l'opération Sentinelle

Les évolutions

- Contrôle de zone
- Patrouilles autonomes
- Commandement organique
- Savoir-faire OPEX sur TN



Le dispositif

Réserve stratégique
3 000

En alerte 72 h
500

Renforcements
planifiés 3 000

Dispositif permanent
3 500



Les fondements de la politique de Défense



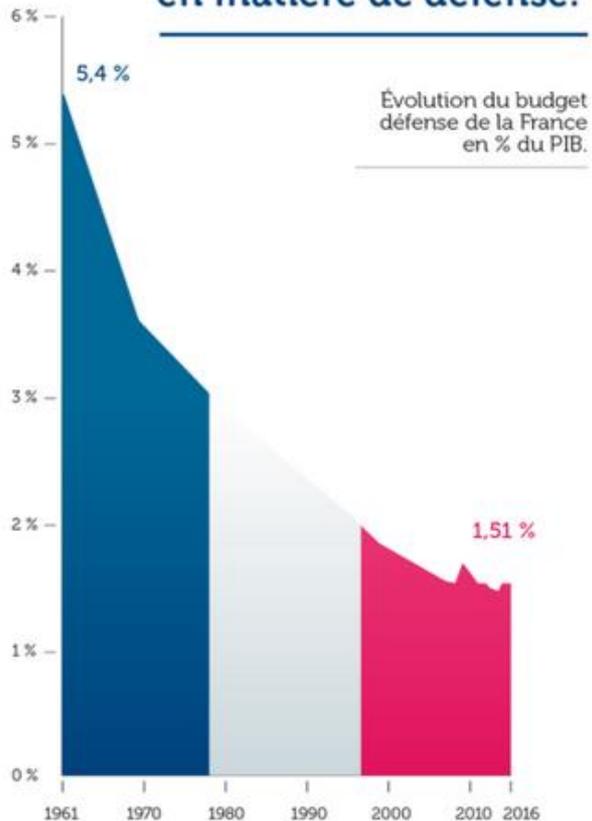
**Projet de Loi de Programmation Militaire
2019 - 2025**

Vers l'atteinte de 2% du PIB à l'horizon 2025

Budgets : la fin de la décroissance

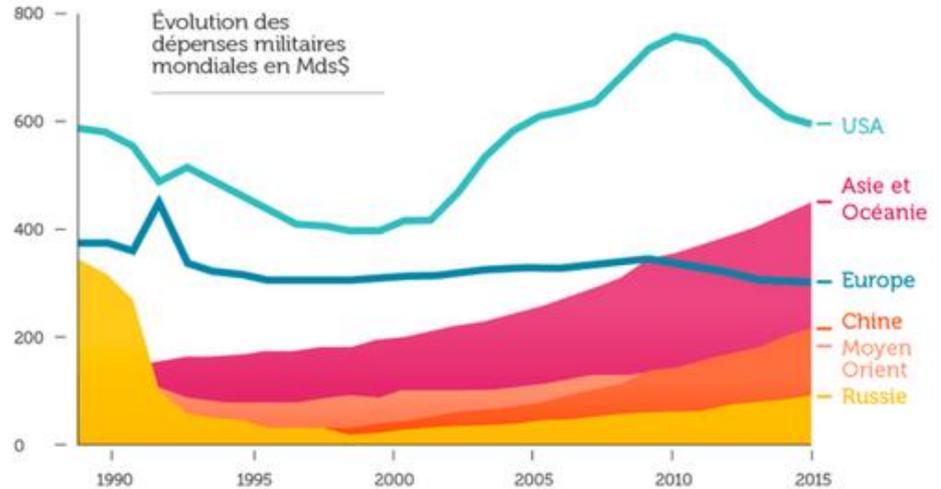
Des budgets en baisse

La France a diminué ses investissements en matière de défense.



Source : Loi de Programmation Militaire initiale

L'Europe désarme. Le reste du monde réarme.



Évolution des dépenses militaires Europe vs Reste du Monde en Mds\$



Reste du monde



Loi de programmation

- Une ambition : « Être la première armée en Europe »
- Un objectif : 2% du PIB en 2025
- Un chemin :
 - une LPM à « hauteur d’homme »
 - un effort sur l’entretien et la réparation
 - la modernisation des équipements
 - l’accent sur l’innovation

LES MOYENS DE LA STRATEGIE DE DEFENSE

**CAPACITES DE COMMANDEMENT DE
COMPOSANTES DU NIVEAU CORPS D'ARMEE**

**DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DE
RENSEIGNEMENT**

**EFFORT MARQUE AU PROFIT DE LA
CYBERDEFENSE MILITAIRE**

RENFORCEMENT DES FORCES SPECIALES

**COMPLEMENTARITE ET APPUI ENTRE ARMEES
ET GENDARMERIE**

**EFFICACITE CONDITIONNEE PAR LES
ORGANISMES INTERARMEES**



Forces terrestres

77 000 hommes projetables environ
7 brigades interarmes
200 chars lourds et 250 chars médians
2700 véhicules blindés multirôles et de combat
140 hélicoptères de reconnaissance et d'attaque
115 hélicoptères de manœuvre
30 drones tactiques environ



Forces navales

4 SNLE
6 SNA
1 porte-avions
15 frégates de premier rang
15 patrouilleurs environ
6 frégates de surveillance
3 bâtiments de projection et de commandement



Forces aériennes

225 avions de chasse (air et marine)
50 avions de transport tactique environ
7 avions de détection et de surveillance aérienne
12 avions ravitailleurs multirôles
12 drones de surveillance de théâtre
8 systèmes sol-air de moyenne portée

Un modèle interministériel pragmatique

65 800 Réservistes



32 200 militaires

29 600 gendarmes

Ministère des Armées

Ministère de l'Intérieur



La réserve opérationnelle
de premier niveau
des armées et formations rattachées



La réserve opérationnelle
de premier niveau de la
Gendarmerie nationale

La réserve civile de la
police nationale

2 500 militaires/jour

3 000 gendarmes/jour

650 civils de la PN

La Réserve opérationnelles dans les armées

Des professionnels à temps partiel

Opération Sentinelle
Vigipirate

Renfort des unités
opérationnelles

Cyberdéfense



Protection des
Emprises militaires

Protection de
l'espace aérien

Service de santé
des armées

**32 200 réservistes opérationnels de premier
niveau au sein des armées et formations
rattachées**

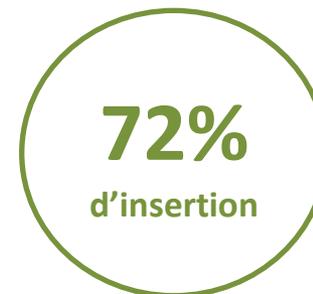
Le Service Militaire Volontaire

Organismes militaires Inspiré des RSMA : **leur mission** est de favoriser l'accès à l'emploi durable par le biais d'une **formation professionnelle, scolaire et citoyenne**

Les avantages du SMV :

- formation de 6 à 12 mois
- Permis de conduire
- Internat
- Rémunération (315 € / mois)

Les chiffres :



La Rochelle <> Ambérieu-en-Bugey <> Brest <> Châlons-en-Champagne
Bretigny-sur-orge <> Montigny-Lès-Metz

Le Service National Universel

- Impliquer davantage la jeunesse française dans la vie de la Nation
- Faire prendre conscience des enjeux de la défense et de la sécurité nationale
- Développer la culture de l'engagement

Un parcours citoyen et une période d'engagement

1. Premier temps obligatoire (un mois maximum), aux alentours de 16 ans.
2. Deuxième temps, une période volontaire d'engagement, civils ou militaire (3 mois), concernant divers domaines civiques.





Questions ?